

## SELON LE PROFESSEUR DOUAGUI 8% des enfants sont asthmatiques

*Un programme de prise en charge des maladies respiratoires doit être mis en place, a déclaré hier, le professeur Habib Douagui. Le spécialiste qui intervenait dans le cadre du Forum du quotidien DK News a aussi mis l'accent sur l'absence de formation adéquate concernant les nouvelles pathologies modernes que sont les allergies.*

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Les maladies respiratoires représentent un problème de santé publique, a assuré le professeur Douagui. Il précisera que l'organisation mondiale de la santé (OMS) a classé ces pathologies au quatrième rang des préoccupations de la santé publique.

Ce spécialiste a, par ailleurs, expliqué que l'Algérie a participé à l'enquête internationale *Isaac* qui a concerné une trentaine de pays ainsi qu'à une enquête européenne concernant l'asthme. Ainsi et s'agissant de l'asthme touchant les personnes adultes, 3 à 4% de la population souffrent de cette pathologie, soit un million d'asthmatiques adultes en Algérie. 8% des enfants sont aussi asthmatiques, taux qui, selon le professeur, est préoccupant. L'asthme demeure ainsi la maladie chronique la plus fréquente chez



Un milliard de personnes souffrent de maladies respiratoires dans le monde.

l'enfant. Le spécialiste a ainsi insisté sur le fait que le diagnostic de la maladie doit être fait précocement et pris en charge le plus tôt possible. Ces pathologies, a aussi précisé le professeur, ont doublé en l'espace de 30 ans du fait qu'elles sont mieux diagnostiquées mais aussi mieux traitées.

Pour ce qui est de leurs causes, elles concernent en premier lieu le tabagisme ainsi que la modification des habitudes alimentaires et la forte pollution. S'agissant de la prise en charge de ces pathologies, le spécialiste a déploré l'absence de formation par la faculté de médecine sur les pathologies modernes que sont les allergies.

Il mettra aussi l'accent sur l'échec de mise en place d'un programme de

prise en charge des maladies respiratoires.

S'agissant du traitement de ces pathologies, l'intervenant dira que si les médicaments existent en quantités suffisantes, ils sont toutefois mal répartis sur le territoire national. La couverture par les spécialistes sur le territoire national laisse aussi à désirer a expliqué le professeur. Pour ce dernier, il devrait y avoir un centre spécialisé dans une des cinq régions sanitaires pour la prise en charge des maladies respiratoires.

Par ailleurs, dans le monde, un milliard de personnes souffrent de maladies respiratoires et 200 millions de bronchite chronique obstructive, causée à 99% par le tabagisme.

**F.-Z. B.**

## GRÈVE DANS L'ÉDUCATION

# L'avenir du mouvement se décidera ce week-end

*La grève s'est poursuivie hier dans le secteur de l'éducation. Au lendemain de la réunion ministère-syndicats, l'Unpef, le Cnapest et le Snapest ont maintenu leur mouvement de protestation. Le week-end s'annonce décisif. L'Unpef exige un procès-verbal répondant à ses revendications avant de réunir son conseil national. Le Snapest réunira ses instances pour évaluer le procès-verbal sanctionnant ladite réunion. Seul le Cnapest a déjà tranché en faveur de la poursuite du mouvement.*

**Nawal Imès — Alger (Le Soir)** — Au lendemain de la rencontre ayant réuni représentants du ministère de l'Éducation, Fonction publique et syndicats, les avis sont restés très partagés.

Les trois syndicats qui observent un mouvement de protestation depuis trois semaines déjà, apprécient différemment le procès-verbal signé avec la tutelle. Sur le terrain, les syndicats ont appelé leurs troupes à rester mobilisés en attendant la décision des instances nationales qui se réunissent ce week-end.

Du côté de l'Unpef, le syndicat attendait hier que le procès-verbal final signé avec la tutelle réponde à l'ensemble de ses revendications. Il a déjà annulé les sit-in qui devaient être organisés aujourd'hui devant les Directions de l'éducation tout en poursuivant leur débrayage mais appelle ses troupes à rester à l'écoute des directives du conseil national.

Du côté du Snapest, la même position est adoptée. Le syndicat de



Meriane réunira ses instances pour décider des suites à donner au mouvement.

Meziane Meriane est sorti de la réunion de mardi avec un sentiment mitigé. Son coordonnateur national affirmait au sortir de la délégation de son syndicat de la rencontre de mardi que certaines revendications avaient été satisfaites à l'image de l'abrogation de l'article 32 bis. Cependant, seule l'instance nationale sera habilitée à décider des suites à donner au mouvement initié par le Snapest. Une décision qui sera prise ce week-end. Le plus mécontent des trois syndicats, c'est le Cnapest qui est ressorti de ladite réunion totalement déçu dans le fond et dans la forme.

Nouar Larbi n'a pas caché sa colère s'insurgeant contre les méthodes du ministère de l'Éducation à qui il reproche d'avoir organisé un «carnaval» et non pas une réunion de discussion.

Le coordonnateur du Cnapest a trouvé totalement déplacée la présence de syndicats qui ne sont non seulement pas sur le terrain de la contestation mais qui se sont en plus prononcés contre le mouvement de grève. Pour Nouar Larbi, seul une séance de travail bilatérale réunissant le Cnapest à la tutelle est en mesure de faire ces-

ser le mouvement de grève. Lors de la réunion de mardi, syndicats et tutelle ont élaboré un procès-verbal dans lequel il est fait mention de l'état d'avancement des revendications.

Sur les onzes points qui y sont soulevés, seuls trois semblent avoir fait l'objet d'un règlement définitif. Il s'agit de l'intégration des enseignants du primaire ayant suivi une formation ou ceux ayant une licence et dix années d'expérience en tant qu'enseignant formateur. Idem pour les enseignants du moyen.

Le ministère de l'Éducation s'est engagé à réhabiliter les enseignants du moyen ayant un diplôme d'ingénieur, à condition d'avoir passé l'examen avec succès en 2011 et à comptabiliser les années d'ancienneté pour le passage d'un grade à un autre. Le reste des revendications des syndicats a été classé dans la case «non encore réglé».

La rencontre sur laquelle misait le ministre du secteur pour arriver à dégelier la situation se sera finalement terminée en demi-teinte au moment où les élèves et leurs parents s'attendaient à un dénouement.

**N. I.**

## PRÉSIDENTIELLES L'inconfortable attente du FCE

De tous les soutiens traditionnels d'Abdelaziz Bouteflika, seul le Forum des chefs d'entreprises (FCE) tergiverse encore pour se prononcer sur un 4<sup>e</sup> mandat pour lui. Les adhérents du FCE, qui avait soutenu Bouteflika en 2004 et en 2009, n'ont encore pas trouvé un consensus en vue des présidentielles du 17 avril prochain.

En Algérie, où l'acte d'investir est tributaire d'appui politique, notamment en matière d'accès au financement bancaire, le Forum des chefs d'entreprises (FCE), la plus importante des organisations patronales, était toujours sensible aux signaux du sérail et sa position était un indicateur de la direction du vent. Mais, à moins de trois semaines de l'expiration des délais réglementaires pour le dépôt des candidatures aux présidentielles du 17 avril, la confusion est totale, surtout pour les adhérents du Forum. Ils nagent toujours dans le flou. L'organisation patronale peine, cette fois-ci, à scruter les signaux du palais, au moment où les soutiens traditionnels du Président Abdelaziz Bouteflika appellent quasiment tous à un 4<sup>e</sup> mandat pour lui.

Diminué physiquement, Abdelaziz Bouteflika ne s'est pas prononcé pour le moment. Il brigue ou non un 4<sup>e</sup> mandat, c'est la question que se posent y compris ses adversaires. Sauf que le doute s'est immiscé parmi les patrons regroupés au sein du FCE. Soucieux de leurs intérêts, ces «pompes», qui ont financé sa campagne en 2004 et 2009, tergiversent pour prendre position. Ils ne savent pas qui est le puissant du moment et ils ne veulent ainsi pas se précipiter.

Peut-on admettre qu'il s'agit là d'un indicateur sur le désistement d'Abdelaziz Bouteflika ? On ne sait toujours rien. Le report de l'assemblée générale extraordinaire qui devait se tenir avant-hier lundi, à l'hôtel El Aurassi, explique bien les tiraillements au sein de l'organisation. Le FCE reste prudent. Ses membres ne sont pas en mesure d'assumer une position qui pourrait lui être fatale, au lendemain des élections. Dans un pays où les lois relatives à l'activité économique changent parfois avant que leurs dispositions ne soient mises en application, le politique prend toujours le dessus. Et il faudrait bien protéger ses affaires.

Sur les 268 membres composant l'instance délibérante, 44 seulement ont répondu à l'appel du président du FCE Réda Hamiani, pour débattre de la position à prendre en vue des présidentielles. La réunion n'a pu se tenir faute de quorum, ce qui est une première dans l'histoire de l'organisation patronale. Entre ceux qui se sont excusés par un agenda chargé et ceux qui refusent que leur organisation se mouille politiquement, Hamiani, soutien indéfectible du Président Bouteflika et qui voulait amener ses pairs à soutenir un 4<sup>e</sup> mandat, s'est retrouvé presque seul. La plupart des membres influents de son organisation ont séché la réunion. Hamiani, lui, ne veut pas diffuser un communiqué sous les appels insistants des partisans du 4<sup>e</sup> mandat. Il veut que la décision soit prise de façon collégiale, à la majorité, même s'il ne cache pas son penchant pour l'actuel Président.

Que cette histoire de quorum fut fabriquée d'un commun accord entre les membres du Forum et leur président en attendant de voir plus clair ou de peur du désistement de Bouteflika, ou qu'elle soit l'œuvre d'un groupe qui ne fait plus confiance à Hamiani, la question qui se pose dans ce contexte est de savoir si le FCE dispose toujours du crédit qu'il avait auprès de ses soutiens politiques. L'émergence de nouvelles organisations patronales qui ont empiété sur sa composition l'a peut-être affaibli. Une saignée qui ne pourrait être négligée, particulièrement quand il s'agit de certains puissants scrutateurs des signaux du palais comme Abdelouahab Rahim, patron d'Arcofina et désormais président de l'Union nationale des investisseurs. Une organisation patronale créée à l'issue d'un conflit au sein du FCE et qui a été rapidement admise à la tripartite d'octobre dernier, réunissant le gouvernement, le patronat et la Centrale syndicale de Sidi Saïd.

Cette organisation dirigée par Rahim ne s'est pas prononcée pour ou contre un 4<sup>e</sup> mandat non plus. Les adhérents au FCE, eux, finiront, en tout cas, par prendre position, une fois que les choses se seront précisées. Comme ils l'avaient fait en 2004 et 2009. Le quorum devant être atteint pour tenir une assemblée générale du FCE est la moitié plus un, soit 135. Rendez-vous le 26 février...

**Lyas Hallas**